



Déclaration commune de l'Alliance sociale

Un autre Québec est possible

Différents groupes progressistes ont décidé d'unir leurs voix et leurs actions afin de démontrer qu'en matière de finances publiques et de développement économique, un autre Québec est possible.

Depuis plusieurs années, nous assistons au Québec à l'expression d'une pensée dominante qui répète inlassablement des mantras prônant le désengagement de l'État, la privatisation des services publics, le laisser-faire économique et le tout au marché. Et ce phénomène a pris de l'ampleur à la faveur de la pire crise financière et économique mondiale des 80 dernières années.

La préparation du dernier budget québécois a d'ailleurs donné lieu à une stratégie bien orchestrée de déformations factuelles, de contre-vérités et de propos alarmistes de tout genre.

Pour résumer, nous serions moins riches qu'ailleurs et plus endettés, tout en bénéficiant de services publics et de programmes sociaux plus étendus. En somme, selon ce point de vue, nous vivons au-dessus de nos moyens. Et la situation ne pourra qu'empirer avec le vieillissement de la population.

Le même diagnostic déprimant nous est servi quant à l'état de l'économie : productivité à la traîne, investissements anémiques, démographie stagnante, etc.

Et nous pourrions continuer longuement la litanie de nos insuccès allégués.

Tout cela sert de toile de fond pour justifier un virage vers la privatisation et la tarification des services sur la base du principe d'utilisateur-payeur, et ce, dans le but de faire reposer directement sur les épaules des usagers et des usagers une part croissante du financement des services.

Or, ces orientations ne peuvent qu'engendrer plus d'inégalités et de privations pour les gens moins fortunés, alors même que des droits sociaux et économiques fondamentaux sont en cause.

L'Alliance sociale pour des solutions progressistes

C'est pour faire contrepoids à ces séances publiques d'autoflagellation que l'Alliance sociale s'est formée. Pour ce faire, nous entendons mettre au jeu des solutions de rechange qui feront la démonstration qu'il est nécessaire d'avoir un État fort si l'on veut une économie dynamique et une meilleure redistribution de la richesse.

À partir des préoccupations des groupes formant l'Alliance, nous avons dégagé des objectifs en vue d'infléchir la trajectoire du prochain budget du Québec au printemps prochain.

Compressions et équilibre budgétaires

Le gouvernement doit mettre fin à son programme de compressions budgétaires tous azimuts, car, sous prétexte d'un retour hâtif à l'équilibre budgétaire, il sabre les services à la population déjà très fragilisés par des années de coupes et de réformes inappropriées en plus de se priver d'instruments pour faire face aux nouveaux besoins.

La hausse des droits de scolarité est une fausse solution aux problèmes de financement de l'enseignement supérieur qui frapperait de plein fouet les étudiants les plus démunis et leur famille. Cela ne fait que détourner l'attention de la nécessité et de l'urgence de procéder à des investissements publics majeurs en éducation. Les mêmes besoins pressants se font sentir en ce qui a trait aux services à la petite enfance, aux personnes âgées, ainsi qu'au regard du financement public adéquat de la santé et des programmes sociaux et d'une fonction publique performante.

Pour retrouver l'équilibre budgétaire, nous devons envisager un échéancier plus long, d'autant plus que le poids du déficit québécois par rapport à son économie est l'un des moins élevés des pays industrialisés.

Si l'ampleur de la dette que nous léguons aux générations futures doit être prise en compte, nous devons aussi nous préoccuper de l'état dans lequel nous leur laisserons les services publics et les programmes sociaux. Cela aussi fait partie de l'équité entre les générations.

L'équité des mesures fiscales

Alors que des études démontrent que nous payons nos médicaments trop cher, nous estimons que la contribution en santé d'un montant de 200 \$ par adulte, sans égard au revenu, constitue une mesure régressive injustifiée et pernicieuse.

Nous pensons aussi que le régime d'imposition pour les contribuables à très hauts revenus devrait être révisé. À titre d'exemple, un 4^e palier de 28 % à la table d'imposition pour les revenus imposables supérieurs à 127 000 \$ pourrait être introduit, comme cela existe au fédéral¹. La fiscalité des entreprises devrait aussi être resserrée dans le but de restreindre l'évitement fiscal et les échappatoires de toutes sortes.

Autres mesures

De même, nous voudrions nous assurer que l'exploitation de nos ressources naturelles dans une perspective de développement durable entraîne les retombées économiques pour la population et l'État québécois.

Il faut aussi faire en sorte que le gouvernement fédéral rehausse substantiellement sa contribution pour soutenir les provinces tout en respectant leur juridiction.

Le développement économique

Nous attendons des mesures fortes pour assurer la vitalité du secteur manufacturier et favoriser la création d'emplois dans une perspective de développement durable. Nous attendons des mesures qui valorisent le savoir-faire québécois, qui encouragent la modernisation des équipements et l'accès aux technologies. Des mesures qui reconnaissent la vitalité de nos entreprises de service, des mesures qui stimulent l'économie sociale.

Pour cela, nous comptons sur la mise en place d'un dialogue social qui privilégierait la véritable contribution des travailleuses et des travailleurs au développement de l'organisation du travail et de l'innovation dans les entreprises.

¹ Québec : 16 % jusqu'à 38 570 \$ de revenu imposable, 20 % jusqu'à 77 140 et 24 % au-delà. Fédéral : 15 % jusqu'à 40 970, 22 % jusqu'à 81 941, 26 % jusqu'à 127 021, et 29 % au-delà.

Les directions d'entreprises et des institutions publiques doivent favoriser le maintien des emplois et s'engager résolument à investir dans la formation. En favorisant ainsi le développement des compétences des travailleuses et des travailleurs pour mieux faire face aux mutations du marché du travail et aux enjeux environnementaux de plus en plus présents, ce sont des emplois de qualité que nous assurons.

Voilà une façon concrète non seulement de créer de la richesse, mais également de mieux la répartir.

Nous sommes conscients des difficultés auxquelles la société québécoise est confrontée. Nous avons aussi conscience des défis qui se posent, en particulier en matière de conciliation entre l'économie et l'environnement. Nous désirons relever ces défis, comme nous l'avons fait collectivement par le passé avec un succès certain. Mais nous ne laisserons pas saccager nos services publics et nos programmes sociaux, tout comme nous favoriserons le renforcement des leviers d'intervention économique de l'État.

Nous croyons fermement que des solutions progressistes peuvent être apportées pour permettre à la société de continuer d'avancer.

Des actions partout au Québec

Chacun des membres de l'Alliance sociale mènera, au cours des prochains mois, diverses actions de visibilité afin de sensibiliser la population du Québec à propos de l'alternative au discours dominant sur les finances publiques et d'ici le printemps, des actions convergentes de tous les groupes seront menées sur des bases régionales ou nationale.

Signataires : Michel Arsenault, président de la FTQ, Claudette Carbonneau, présidente de la CSN, Réjean Parent, président de la CSQ, François Vaudreuil, président de la CSD, Lucie Martineau, présidente du SFPQ, Dominique Verreault, présidente de l'APTS, Gilles Dussault, président du SPGQ, Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ, Louis-Philippe Savoie, président de la FEUQ